

ECHANGE, REMPLACEMENT, REPARATION ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LES PAYS TIERS : LES REGIMES DOUANIERS APPROPRIES

Dans la négociation commerciale, le service après-vente (SAV) constitue une part essentielle du contrat. Or, les échanges entre l'Union européenne¹ et les pays tiers étant soumis à des déclarations en douane, comment doit-on déclarer afin d'éviter de payer des droits de douanes éventuels et des taxes (TVA...) à la réimportation :

- un produit qui est renvoyé pour être échangé (du fait d'un défaut de conformité, etc...) ?
- un produit qui est renvoyé pour être réparé puis réexporté ?

1) RETOUR EN FRANCE D'UN PRODUIT POUR REMPLACEMENT

Le fournisseur doit demander expressément, au moment de la déclaration d'importation du produit défectueux ou non conforme, à bénéficier de l'exonération des droits à l'importation au titre des **marchandises en retour**. La réintroduction peut être effectuée aux conditions suivantes :

- réimportation sous un délai de 3 ans avec présentation des justificatifs de l'exportation initiale (le délai de 3 ans peut être dépassé pour tenir compte de circonstances particulières) ;
- l'exonération s'applique même lorsque les marchandises en retour ne constituent qu'une partie des marchandises préalablement exportées hors du territoire douanier de l'Union.
- le produit réimporté doit n'avoir subi aucune transformation.

Source : article 203 du [Code des douanes de l'Union](#) et article 253 de l'[Acte d'exécution n° 2015/2447 du 24/11/2015](#).

¹L'UE compte, en janvier 2024, 27 états membres : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République Tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Suède, la Slovénie et la Croatie.

Afin de faciliter l'application du régime des retours lors de la réimportation de la marchandise, il est important que celle-ci soit facilement identifiable sur la déclaration en douane d'exportation initiale. Il est également important de bien conserver la référence de cette déclaration d'exportation initiale (numéro de DAU) et de communiquer ces informations à l'expressiste / transitaire qui opérera le retour des marchandises.

Il est possible de réaliser le retour des marchandises par un autre bureau de douane que celui d'exportation mais passer par le même bureau peut faciliter le retour des marchandises.

Veillez notamment à ce que votre client vous informe lorsqu'il renvoie une marchandise en organisant son transport (sous Incoterm DAP par ex.) afin que vous puissiez anticiper la mise en place du régime des retours en prévenant le commissionnaire en douane qui s'occupera des formalités d'importation pour votre compte. Une bonne circulation des informations entre les différents acteurs (entreprises, expressiste / transitaire, douane) est primordiale.

Le produit de remplacement fera l'objet d'une exportation normale. Le document d'accompagnement doit être une facture sans paiement mentionnant la valeur en douane de la marchandise et l'objet de l'envoi.

2) RETOUR EN FRANCE D'UN PRODUIT POUR REPARATION

Le fournisseur peut demander, au moment de la déclaration d'importation du produit à réparer, le bénéfice du régime particulier du perfectionnement actif (autorisation de la douane nécessaire). Ce régime permet d'importer le produit dans le territoire de l'Union européenne, en suspension de droits de douane, de TVA et des mesures de politique commerciale, à des fins de réparation.

Une fois réparé, le produit fera ensuite l'objet d'une réexportation qui apurera ledit régime.

Source : les modalités d'utilisation du perfectionnement actif sont décrites dans le [Bulletin officiel des douanes n° 7115 du 02/05/2016](#).

En ce qui concerne le client :

Le même problème se pose pour le client qui devra réimporter un produit pour lequel il a déjà acquitté les droits et taxes lors de l'importation initiale. Le client doit donc demander le bénéfice du régime du perfectionnement passif si celui-ci est prévu dans la réglementation douanière de son pays.

Pour en savoir plus sur ce régime particulier : [le perfectionnement passif](#)

A noter :

Pour établir vos demandes d'autorisation en ligne de régimes particuliers : accéder au site de la douane [SOPRANO](#) sur le portail douane.gouv.fr / Mon Espace Personnel



GreX International est membre de



T. 04 76 28 28 40 - F. 04 76 28 28 35 - grex@grex.fr

Les auteurs s'efforcent de diffuser des informations exactes et à jour et corrigeront, dans la mesure du possible, les erreurs qui leur seront signalées.

Toutefois, ils ne peuvent en aucun cas être tenus responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette fiche technique qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés ou liés à des cas particuliers.

Pour de plus amples informations, merci de contacter exclusivement la CCI dont vous dépendez.

VOS CONTACTS RÈGLEMENTATION À GREX

Amandine Bastien	04 76 28 28 46	amandine.bastien@grex.fr
Carole Gros-Jean	04 76 28 28 38	carole.gros-jean@grex.fr
Claire Quesada	04 76 28 28 45	claire.quesada@grex.fr
Chloé Rouland	04 76 28 29 43	chloe.rouland@grex.fr
Myriam Gojon	04 76 28 28 48	myriam.gojon@grex.fr
Stéphanie Plante	04 76 28 28 33	stephanie.plante@grex.fr

Fiche réalisée avec le concours de :



GreX International est membre de **TEAM FRANCE** EXPORT

T. 04 76 28 28 40 - F. 04 76 28 28 35 - grex@grex.fr

Les auteurs s'efforcent de diffuser des informations exactes et à jour et corrigeront, dans la mesure du possible, les erreurs qui leur seront signalées. Toutefois, ils ne peuvent en aucun cas être tenus responsables de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette fiche technique qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés ou liés à des cas particuliers.